



Evaluation des impacts de la décapitalisation bovine en France

Evaluation des impacts économiques, territoriaux et environnementaux de la décapitalisation bovine en France

Mots clés : décapitalisation, impacts économiques, impacts sur les emplois, impacts environnementaux, filière viande bovine.

Auteur : Bertrand Oudin

Ceresco, 18 Rue Pasteur, 69007 Lyon

Mail de l'auteur correspondant : Bertrand.oudin@ceresco.fr

Alors que la filière bovine est touchée par un mouvement de décapitalisation sans précédent, l'étude cherche à quantifier et à qualifier les impacts principaux liés à cette réduction de cheptel. Au-delà des impacts macro-économiques, certains territoires pourraient être durement touchés par ces évolutions. (Cet article est le quatrième d'une série de cinq issus des interventions scientifiques aux Matinales de la Recherche 2025 d'Interbev, le 25 mars 2025).

Résumé

Une étude menée par CERESCO pour INTERBEV, basée sur les projections de l'Institut de l'Élevage, évalue les conséquences socio-économiques, environnementales et territoriales d'une baisse de 19 % du cheptel de vaches mères d'ici 2030. Cette contraction, équivalente à la perte enregistrée entre 1960 et 2000, entraînerait une réduction de 20 % des animaux finis, menaçant 37 000 emplois directs et indirects, principalement dans les zones rurales (Massif Central, Ouest). Les prairies permanentes, couvrant 44 % de la SAU, pourraient perdre 1,4 Mha, avec des risques de retournement en cultures, d'artificialisation ou d'enrichissement, affectant paysages, biodiversité et stockage de carbone (jusqu'à 64 Mt éq CO₂ libérées dans le scénario le plus pessimiste).

La balance commerciale deviendrait déficitaire (-330 M€ contre +740 M€ aujourd'hui), en raison d'un découplage entre une consommation stable (-4,3 %) et une production en chute (-18,5 %), accélérant les importations de viande. Bien que les émissions de GES nationales diminuent (-18 %), celles liées aux importations pourraient doubler (10 Mt éq CO₂/an), annulant les gains climatiques. La réduction des effluents bovins (-18 % d'azote organique) augmenterait la dépendance aux engrais minéraux (+18 kt d'azote), tandis que la disparition des prairies dégraderait les services écosystémiques (biodiversité, qualité des sols).

Cette transition soulève des enjeux de souveraineté alimentaire et de résilience territoriale, nécessitant un accompagnement des filières pour concilier transition écologique et maintien des externalités positives de l'élevage (stockage de carbone, entretien des paysages).

Abstract: Assessment of the impacts of cattle herd reduction in France.

A study conducted by CERESCO for INTERBEV, based on projections by the Institut de l'Élevage, assesses the socio-economic, environmental, and territorial consequences of a 19% decline in the cattle population by 2030. This contraction - equivalent to the loss recorded between 1960 and 2000 - would result in a 20% reduction in finished animals, threatening 37,000 direct and indirect jobs, particularly in rural areas (Massif Central, western France). Permanent grasslands, which cover 44% of the utilized agricultural area, could lose 1.4 million hectares, risking conversion into cultivated land, urbanization, or scrubland, thus impacting landscapes, biodiversity, and carbon storage (up to 64 Mt CO₂ eq released in the most pessimistic scenario).

The trade balance would become negative (-€330 million euros compared to +€740 million euros today), driven by a disconnection between stable consumption (-4.3%) and a sharp decline in production (-18.5%), leading to an increase in meat imports. While domestic greenhouse gas emissions would decrease (-18%), those linked to imports could double (10 Mt CO₂ eq/year), cancelling out any climate gains. The reduction in cattle manure (-18% organic nitrogen) would increase reliance on mineral fertilizers (+18 kt nitrogen), and the loss of grasslands would degrade ecosystem services (biodiversity, soil quality).

This transition raises issues of food sovereignty and territorial resilience, requiring sectoral support to reconcile the ecological transition with the preservation of positive externalities of livestock farming (carbon storage, landscape maintenance).

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Depuis 2016, un mouvement de décapitalisation s'est amorcé au niveau de l'élevage bovin. Depuis trois ans, il s'est accéléré et cette évolution pourrait remettre en cause les grands équilibres de la filière, mais aussi les aménités induites par la filière.

Cette étude vise à mesurer objectivement les impacts de la décapitalisation sur plusieurs aspects :

- Économiques (balance commerciale, tissu d'abattoirs) ;
- Territoriaux (emplois directs et indirects, paysages et autres externalités) ;
- Environnementaux (GES, biodiversité, cycle de l'azote).

II. MATÉRIEL ET MÉTHODES

Pour étudier les impacts de la décapitalisation sur ces trois dimensions, les auteurs ont tout d'abord réalisé une analyse bibliographique permettant d'identifier les indicateurs d'impact existants et pertinents. Le cœur de l'étude a ensuite consisté à déterminer l'évolution de ces indicateurs dans la perspective d'une poursuite de la décapitalisation à la vitesse observée entre 2020 et 2022. Compte tenu de

la diversité des thématiques, des indicateurs et de l'hétérogénéité des ressources bibliographiques permettant de les étudier, cette méthode s'est en pratique déclinée au cas par cas pour chaque indicateur. Les méthodologies utilisées sont détaillées dans le rapport complet de l'étude. Une synthèse courte du rapport est disponible sur le site d'Interbev ⁽¹⁾.

III. RÉSULTATS

Selon les projections réalisées par l'Institut de l'Élevage, basées sur les tendances observées sur les dernières années, la diminution du troupeau de bovins français est inédite : baisse prévue entre 2019 et 2030 d'une ampleur équivalente à la diminution de cheptel enregistrée en 40 ans entre 1960 et 2000 grâce des gains de productivité.

En conséquence, le nombre d'animaux finis destinés au marché français serait en forte régression entre 2022 et 2030. Cette baisse serait d'environ 20%, soit 12 500 animaux de moins par semaine, avec la fermeture prévisible de nombreux outils (10 à 50 abattoirs selon leur taille) et une baisse du besoin en emplois dans la filière.

Près de 37 000 emplois pourraient être touchés dans la filière (56% au niveau de la production, calculs réalisés sur la base de Lang *et al.*, 2015), avec des territoires particulièrement touchés (risque de disparition de filières dans certaines zones, avec le départ d'outils ou de services structurants) (Figure 1). Différentes méthodes d'estimation associent la décapitalisation à une baisse du besoin total en prairies de 1,6 à 1,7 Mha, dont 1,1 à 1,4 Mha pour les

prairies permanentes (calculs réalisés sur la base de Devun *et al.*, 2012 ou encore Cordier *et al.*, 2020).

En l'espace de sept à huit ans, plus de 2 000 km² par an sont concernés par ces mutations, soit un département français comme les Yvelines tous les ans. Quoi qu'il en soit, les paysages ruraux de nombreuses zones vont se transformer, avec une possible évolution de la qualité des paysages et une fermeture de certains milieux qui peuvent questionner leur vocation paysagère ou touristique.

La transformation de ces surfaces induira une perte de patrimoine immatériel et identitaire de certaines régions, entraînant une banalisation du paysage (Figure 2). La question de l'augmentation du risque d'incendies (avec plus de friches si le boisement n'est pas maîtrisé et organisé) est également posée.

La souveraineté alimentaire française pourrait être questionnée, avec un solde import/export négatif en volumes et en valeur si on considère le périmètre viande et animaux vifs. Cette perte de solde commercial s'établit à près d'1 milliard d'euros par an (selon les prix de référence de 2022).

(1) https://www.interbev.fr/wp-content/uploads/2025/01/etude-impacts-decapitalisation-2024_synthese-courte-vdef.pdf

Figure 1 : Répartition et poids des ETP agricoles bovins selon les départements.

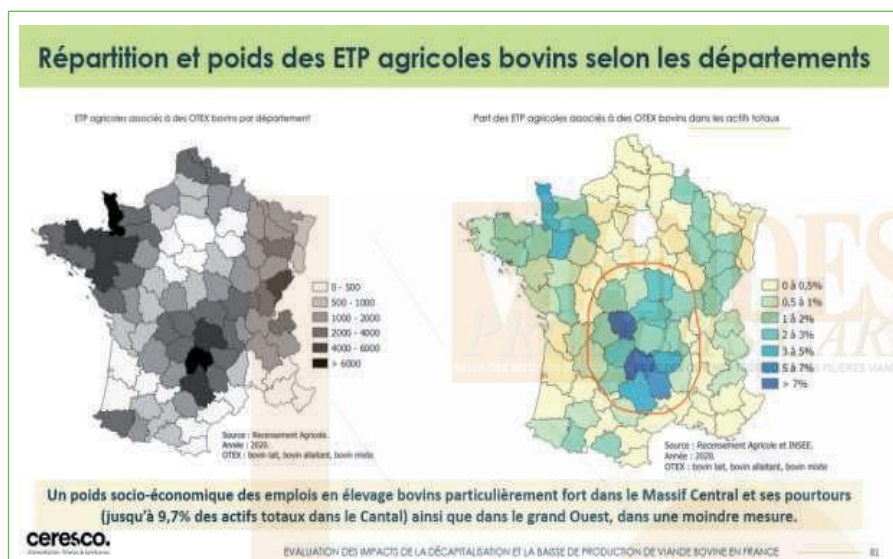


Figure 2 : Plateau de l'Aubrac : les murs de pierre délimitent les estives et les chemins de transhumance

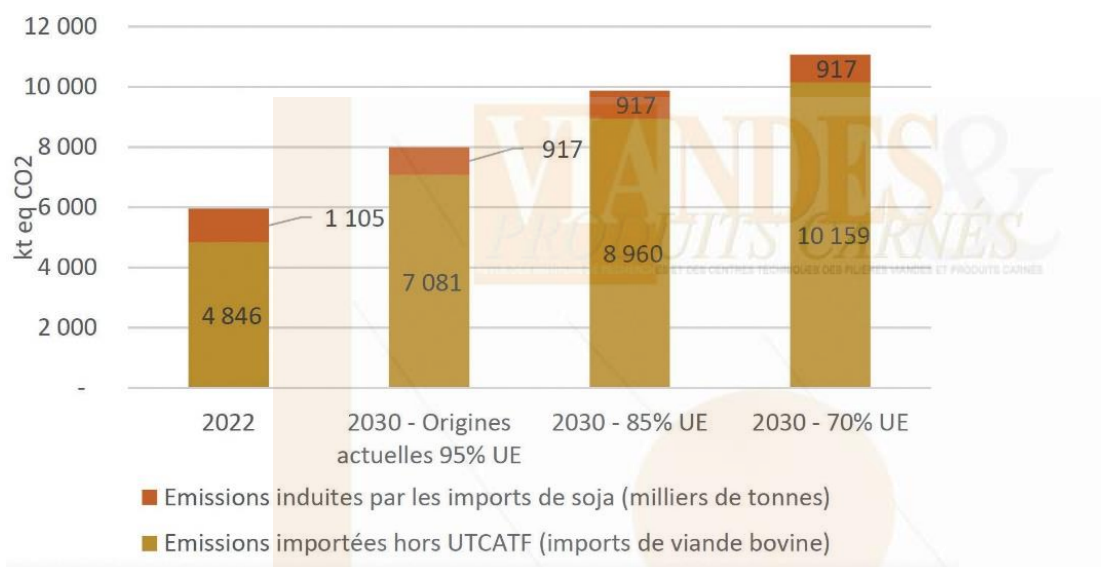


La relative stabilité de la consommation (érosion moins prononcée sur les dix dernières années de la consommation par habitant) induit en effet des volumes d'importations croissants pour compenser cette perte de potentiel de production. Ces importations d'origine européenne pourraient perdre de leur importance au vu du contexte de décapitalisation globale, avec un recours aux volumes provenant de pays tiers, dont les standards de production sont différents.

Cette dynamique se retrouve également au niveau des émissions de gaz à effet de serre (GES), où les émissions territoriales liées à la production française diminuent- raient de 18%, alors que les émissions importées pourraient doubler selon les scénarios envisagés (Figure 3).

Enfin, les effets de cette décapitalisation pourraient avoir un impact sur l'environnement selon les futurs usages de ces prairies : retournement, artificialisation, friche forêt, etc.

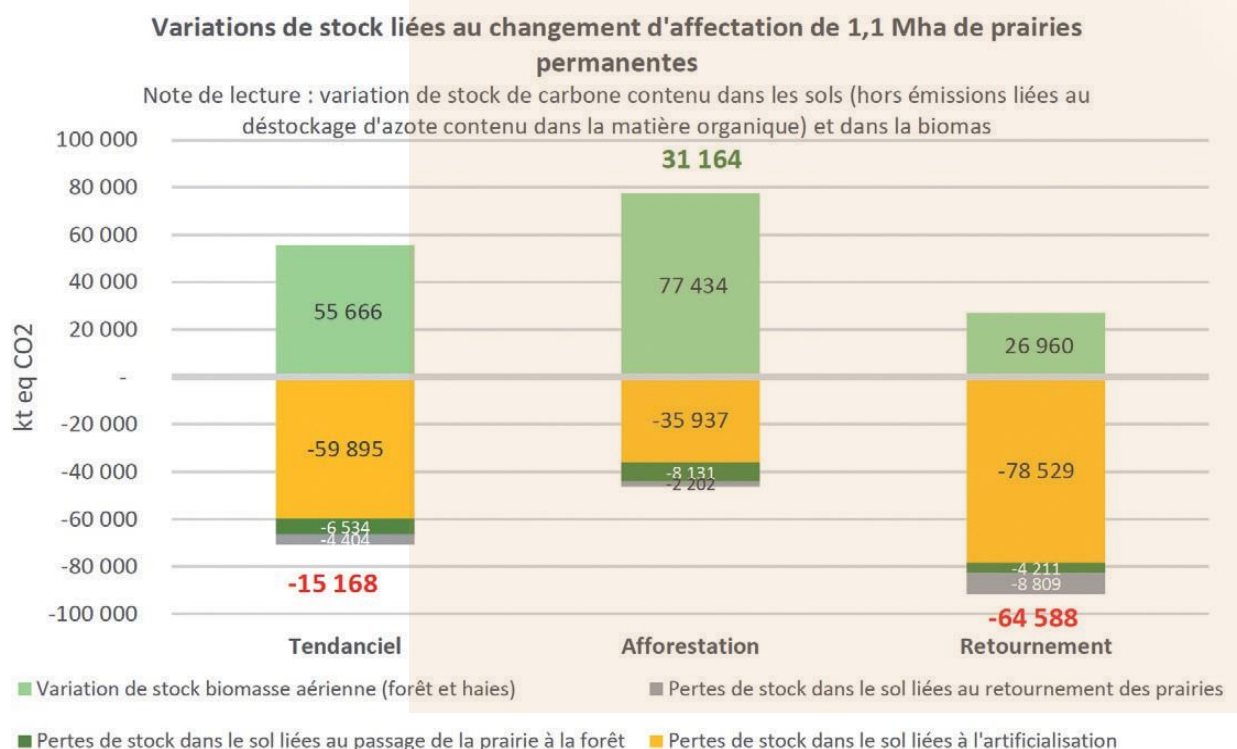
Figure 3 : Estimation de l'empreinte carbone liée à la consommation et la production de viande bovine en France (sortie ferme, cradle to gate), CERESCO d'après données IDELE et ICV Agribalyse. Seules les émissions importées varient entre les modalités 2030, 2030 UE et 2030 Pays tiers, d'après les hypothèses formulées dans le tableau suivant.



En ce qui concerne les variations de stock de carbone liées au changement d'affectation des prairies permanentes, trois scénarios ont été étudiés pour le devenir de ces terres : tendanciel, basé sur des projections historiques, un scénario « afforestation », avec un retournement faible des prairies et un scénario « retournement » avec une aggravation de retournement et d'artificialisation (Figure 4. Scénarios s'inspirant notamment de publications comme Thibault *et al.*, 2022). Pour cela, un calculateur a été mis au point et se base notamment sur les teneurs moyennes en carbone des sols par

affectation du RMQS du GIS Sol d'une part et des stockages permis par la mise en place de pratiques détaillées dans le rapport 4 pour 1000 (Pellerin *et al.*, 2020) d'autre part. Les scénarios « tendanciel » et « aggravation » conduisent à une perte de stock (solde négatif de 15,1 à 64,5 millions de tonnes d'équivalent carbone) compte tenu de la libération du stock contenu dans le sol prairial induit par le fort taux de retournement (grandes cultures). Cette perte de stock correspond à l'empreinte GES annuelle de 1,6 à 9,6 millions de Français (9,5 t eq CO /hab/an) !

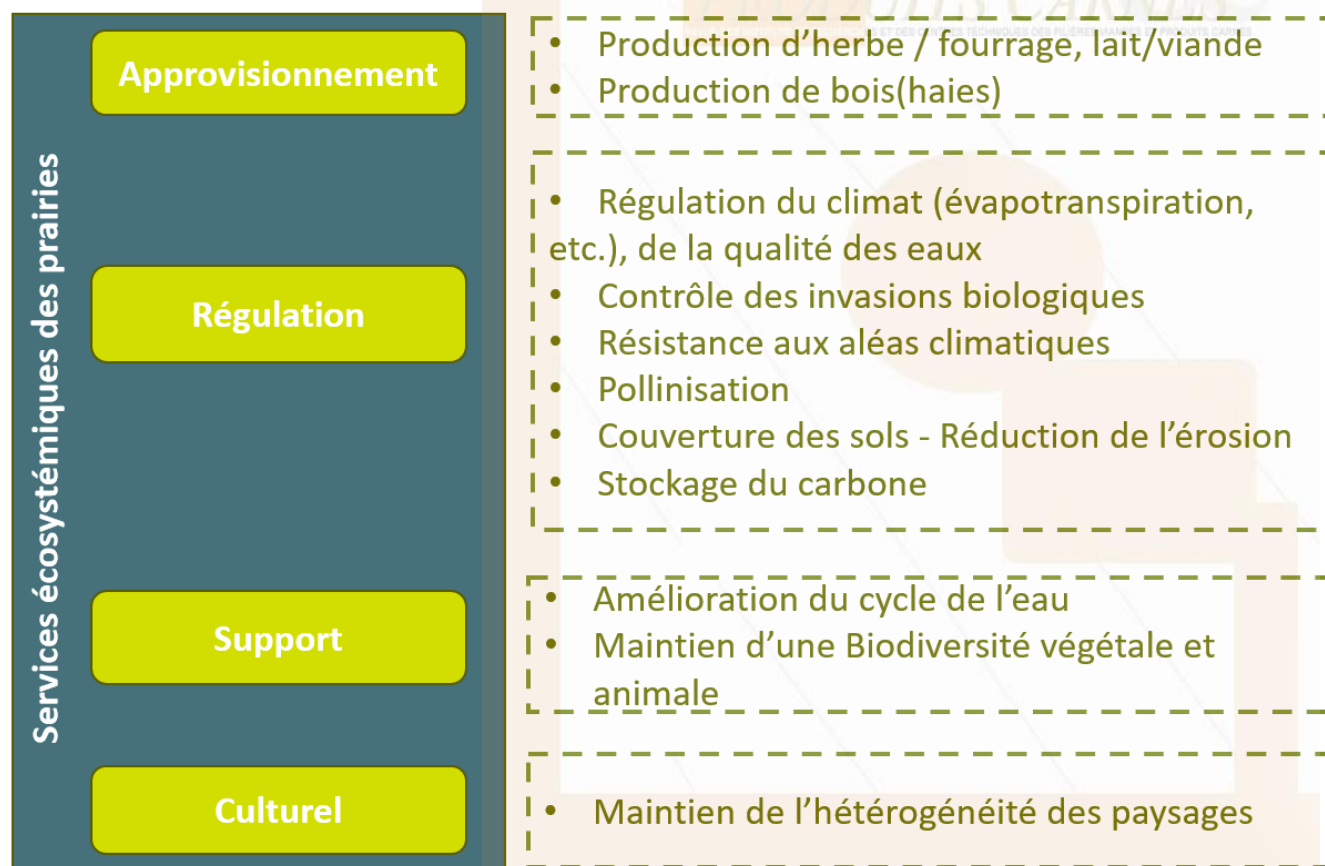
Figure 4 : Variations de stock liées au changement d'affectation de 1,1 Mha de prairies permanentes.



En matière de fertilisation azotée, la décapitalisation pourrait réduire la place des systèmes de polyculture-élevage, alors qu'ils permettent de valoriser directement la fertilisation organique dans les zones de production végétales.

Les impacts sur la biodiversité seront importants, avec des surfaces en grandes cultures plus pauvres en bio-diversité et l'artificialisation des prairies même si celle-ci est marginale. Les services écosystémiques seront également affectés (Figure 5).

Figure 5 : Services écosystémiques fournis par les prairies.



Sources: Cluster Herbe

IV. CONCLUSION

Au vu de cette situation, on peut s'interroger sur la manière dont on peut stimuler la transition alors qu'elle est exposée à des flux d'importation concurrents qui risquent d'accélérer cette érosion.

Le « Consommer français » devra être au cœur des préoccupations des filières, afin d'éviter que cette transformation en cours ne s'accélère au détriment de tous les acteurs.

L'accompagnement du secteur à ce moment de bascule est crucial. En effet, il est nécessaire de dresser des perspectives à plus long terme pour éviter un délitement non contrôlé du secteur alors que celui-ci présente tant d'externalités positives. Les consommateurs français continueront à manger de la viande bovine dans quinze ans, autant qu'elle soit la plus vertueuse possible sur les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chiffres clés 2022-2030

- Si les tendances observées entre 2020 et 2022 se prolongent à horizon 2030, le cheptel de vaches mères pourrait baisser de **19 %**.
- Jusqu'à **10 Mt éq CO₂/an** d'émissions de GES issues des viandes bovines importées contre **4,8** aujourd'hui.
- **1,4 Mha**: c'est la surface de prairies permanentes menacées, l'équivalent du département des Yvelines chaque année pendant huit ans.
- **64 Mt éq CO₂** c'est le risque d'émissions de GES dans le scénario le plus pessimiste sur le retournement de ces prairies.
- **-330 M€**: c'est la balance commerciale de la filière viande bovine, contre **+740 M€** aujourd'hui.

Références bibliographiques

Cordier C., Sailley M. (2020). GIS Avenir Elevages - Flux de matières premières au sein du système « alimentation des animaux de rente » <https://www.gis-avenir-elevages.org/actions-thematiques/flux-de-matieres-premieres-en-alimentation-animale>

Devun J., Brunschwig P., Guinot C. (2012). Alimentation des bovins : rations moyennes et autonomie alimentaire. Comptendu final 00 12 39 005 https://idele.fr/mobile/?eID=cmis_download&oID=workspace://SpacesStore/3f8510dc-9727-480d-b4aa-60b4a33b1089

Interbev (2025). Evaluation des impacts de la décapitalisation bovine en France. Recueil d'articles – Les matinales de la recherche d'Interbev (18/03/2025). [recueil-articles matinales-de-la-recherche 2025 interbev.pdf](https://www.interbev.fr/recueil-articles-matinales-de-la-recherche-2025-interbev.pdf)

Lang A., Perrot C., Dupraz P., Tregaro Y., Rosner P.M. (2015). GIS Elevages Demain - Les emplois liés à l'élevage français. https://idele.fr/en/?eID=cmis_download&oID=workspace%3A%2F%2FSpacesStore%2F4b8eb29e-091a-4874-b26e-faa0db354f71&cHash=215f8ece732eb102f7f112bd989dee19

Pellerin P. et Bamière L. (pilotes scientifiques), Launay C., Martin R., Schiavo M., Angers D., Augusto L., Balesdent J., Basile-Doelsch I., Bellassen V., Cardinael R., Cécillon L., Ceschia E., Chenu C., Constantin J., Darroussin J., Delacote P., Delame N., Gastal F., Gilbert D., Graux A.I., Guenet B., Houot S., Klumpp K., Letort E., Litrico I., Martin M., Menasseri S., Mézière D., Morvan T., Mosnier C., Roger-Estrade J., Saint-André L., Sierra J., Thérond O., Viaud V., Gâteau R., Le Perchec S., Réchauchère R. (2020). Stocker du carbone dans les sols français, Quel potentiel au regard de l'objectif 4 pour 1000 et à quel coût ? Rapport scientifique de l'étude, INRA (France), 540 p. <https://www.inrae.fr/sites/default/files/pdf/Rapport%20Etude%204p1000.pdf>

Thibault, M., Thiffault, E., Bergeron, Ouimet R. & Tremblay S. (2022). Afforestation of abandoned agricultural lands for carbon sequestration: how does it compare with natural succession? Plant Soil 475, 605–621. <https://doi.org/10.1007/s11104-022-05396-3>

Pour en savoir plus (liste non exhaustive) :

ADEME : Agribalyse <https://agribalyse.ademe.fr/>, Base Empreinte <https://base-empreinte.ademe.fr/>

Agreste : Statistique Agricole Annuelle (SAA) <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/SAA-SeriesLongues/detail/>, Enquête pratiques culturales en grandes cultures 2017 <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/Chd1903/detail/>, Réseau d'information comptable agricole (RICA) <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/RICA-SeriesLongues/detail/>.

ComTrade <http://www.trademap.org/> et Douanes Françaises <https://lekiosque.finances.gouv.fr/>

FranceAgriMer [Accueil](#) | [FranceAgriMer](#)

GIS Sol Réseau de Mesures de la Qualité des Sols [Gis Sol](#) » Réseau de Mesures de la Qualité des Sols – RMQS

INSEE [Les résultats des recensements de la population](#) | Insee

URSAFF [Nombre d'établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé, par commune x APE \(au 31/12 depuis 2006\)](#) — [Open.urssaf](#)